



DÉCLARATION DE L'UNSA ÉDUCATION

Au CDEN 15 décembre 2020

SECTION DE L'AIN

Madame la Préfète,
Madame la Directrice Académique de l'Éducation Nationale,
Madame la Vice Présidente du conseil départemental,
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN

L'UNSA Éducation vous exprime solennellement l'inquiétude et la colère des personnels de l'Éducation nationale. Notre École se retrouve en première ligne sur le double front d'une épidémie sans précédent et de l'islamisme radical qui remet en cause notre modèle républicain et ses valeurs démocratiques et qui a frappé l'un de nos collègues. Nos pensées vont à Samuel Paty, à ses proches, à ses collègues et à ses élèves qui ont repris le chemin de leur collègue. L'actualité nous a confirmé que nous sommes rentrés dans une époque de violence particulièrement préoccupante.

Notre institution doit faire face à ces défis sans précédent.

Rappelons que notre institution c'est l'ensemble des agents qui agissent au quotidien pour faire vivre et remplir la mission de service publique qui est la leur, dans des conditions difficiles, éprouvantes et angoissantes.

La responsabilité qui est la vôtre aujourd'hui est grande. Il vous appartient d'accompagner, de soutenir et de protéger les personnels. La sous-administration de notre système, le manque de considération ressenti par ses personnels sont deux causes majeures du problème.

Les personnels ne peuvent plus être soumis à des injonctions successives, incessantes voire contradictoires. Ils veulent avoir le temps de mettre en œuvre les préconisations sanitaires, avoir l'espace pour adapter le prescrit au réel des situations et des contextes, et disposer des moyens nécessaires pour remplacer les collègues malades et les personnels en situation vulnérable.

Le moment que nous vivons nous oblige tous mais les personnels sont exténués et en colère. Leur conscience professionnelle, leur engagement pour les élèves sont particulièrement solides mais pas au point de pouvoir subir toutes les mises à l'épreuve inutiles, l'UNSA Éducation vous le redit : les personnels ne tiendront pas indéfiniment.

Il est urgent de leur démontrer que leur employeur les protège, les respecte et les soutient.

Pour l'UNSA Éducation, notre ministère a besoin de davantage de personnels pour faire face à cette crise, à ces crises. Il faut immédiatement recruter, notamment en recourant aux listes complémentaires et au renouvellement des contractuels qui n'ont pas encore été réembauchés depuis la rentrée scolaire. Ces recrutements sont indispensables pour soulager notre système en tension. Il faut aussi recruter des assistants d'éducation. A l'heure de la recrudescence du chômage, l'École, elle, a besoin de davantage de personnels pour enseigner, être administrée et aussi pour accompagner sa vie au quotidien, qu'il s'agisse de la vie scolaire dans le second

degré ou dans le premier degré qui peut aussi réglementairement bénéficier de contrats d'assistants d'éducation.

Le respect, ce serait également de ne pas demander aux personnels de notre ministère de préparer une énième réorganisation scolaire dans l'urgence, pendant leurs congés ou pendant leur week-end. Les besoins en infirmières et infirmiers, en assistants sociaux, en médecin de l'Éducation nationale, en Psy-EN, en CPE, en AED sont particulièrement visibles dans ce moment de crises.

Le respect, c'est surtout éviter les ordres et contre-ordres successifs aux personnels dans des temporalités intenable.

Nous ne sommes pas favorables à la mise en œuvre des tests antigéniques par les infirmier-ière-s de l'Éducation Nationale. Il peut être fait appel aux secouristes et sapeurs-pompier. Une formation et un engagement en dehors du temps de travail n'est pas supportable avec la charge actuelle. La crise a des conséquences sanitaires, sociales, psychologiques, financières sur les jeunes qui ne doivent pas être privés du bénéfice des consultations des infirmier-ière-s, si aucun autre dispositif n'est prévu.

En ce qui concerne la mise en œuvre pratique, les conditions sanitaires devront être explicitées, validées par l'ARS et surtout être réalisables dans les établissements. Quant à la préparation des locaux, les agents sont aujourd'hui à bout de souffle. La Région, le département ou les mairies feront-elles appel à des sociétés privées pour l'aménagement, la préparation, le nettoyage des locaux et la gestion des déchets qui vont résulter de ces tests ? Il faut noter que certains établissements seront dans l'incapacité de les mettre en œuvre.

Les personnels ne pourront pas être responsables d'une organisation sanitaire qui dépasse leurs compétences. Qui sera à la manœuvre concernant la passation des tests, des résultats, du suivi administratif ? Force est de constater que les établissements ne disposent pas de personnels pour mettre tout cela en place. Médecins scolaires et infirmières scolaires en sous effectifs sont déjà très occupés à gérer le quotidien dégradé par la crise sanitaire actuelle.

Nous ne pouvons passer sous silence les difficultés des AESH. C'est un sujet rapporté à chaque instance qui est resté sans suite visible.

Les AED manifestent également leur épuisement et leur colère quant à leur situation dans les vies scolaires et leurs conditions de travail, notamment suite à la situation sanitaire. Ils sont sollicités de toutes parts dans leurs établissements. Ils ne perçoivent aucune heure supplémentaire et ne sont pas remplacés en cas de congé court. Ils manquent de reconnaissance et ce sont les seuls contractuels à ne pas bénéficier de la CDIisation au bout de 6 ans de services. Leur salaire doit être revalorisé.

Nous avons écrit au ministre le 1er octobre 2020 pour l'alerter sur la situation des AED en vie scolaire. Nous demandions le paiement des heures supplémentaires et la création de brigades de remplacement. Elle a été mise en œuvre sur notre académie mais elle est insuffisante. Le ministère vient d'abonder les rectorats en postes d'AED, combien d'emploi ont été accordés à l'Ain ?

C'est dans ce contexte que le Grenelle de l'Éducation devrait se tenir. L'UNSA Éducation vous alerte. Chaque jour qui passe avec son lot de pressions rend toujours moins supportable l'idée que la revalorisation des personnels serait discutable et aurait besoin d'être discutée.

Karen Ansberque et Gwenaëlle Durand pour l'UNSA Education 01